

Manifeste de l'islam concordiste : Un islam réformé qui n'est pas ni sunnite ni chiite

Dédicace du livre

Le livre est dédié à ma grande famille composée de ma mère, de mon père, de ma femme et chère épouse, de ma petite-fille, de ma fille, de mon petit-fils, de mes trois fils, de ma belle-mère, de mon beau-père.

Khalifa Msalem, ma mère est née le 10 juin 1928 à Zorda en Tunisie, et elle est éteinte le 12 novembre 2018 à Zorda.

Abdallah Brahim, mon père, est né le 20 octobre 1920 à Zorda en Tunisie, et il est éteint le 24 février 1998 à Zorda.

Ma chère femme Rafika Fekih Ahmed est née le 15 février 1958 à Mahdia en Tunisie.

Ma petite-fille Lina Sakka Hobbi est née le 12 novembre 2017 à Rimini en Italie.

Ma fille Wafa Brahim est née le quatre décembre 1987 à Sidi Alouane en Tunisie.

Mon petit-fils Élie Brahim est né le 15 janvier 2023 au Canada.

Mon fils Mohamed-Anouar Brahim est né le 23 février 1983 à Mahdia en Tunisie.

Mon fils Aladin Brahim est né le six juillet 1985 à Sidi Alouane en Tunisie.

Mon fils Adnen Brahim est né le vingt-cinq juin 1992 à Mahdia en Tunisie.

Houda Jemmali, ma belle-mère, est née le 21 avril 1925 à Mahdia en Tunisie, et elle est éteinte le 11 mars 2019 à Mahdia.

Hassen Fekih Ahmed, mon beau-père, est né le 05 février 1895 à Mahdia en Tunisie, et il est éteint le 23 février 1977 à Mahdia.

Le livre est offert et dédié aussi à tout musulman humaniste ou tolérant ou libéral ou empathique ou pacifiste ou moderne ou progressiste ou altruiste ou bienveillant.

Présentation de l'auteur

L'auteur s'appelle Mohamed Ben Abdallah Ben Béchir Brahim dit Mohamed Brahim et il est né le deux décembre 1951 à Zorda en Tunisie, il est un citoyen tunisien et il est un ingénieur agricole à la retraite.

Son ancêtre paternel Mohamed Ayat Valjevski le père de Brahim est à 100 % serbe et est originaire de la ville serbe de Valjevo alors que son ancêtre Brahim le père de Béchir est à 50 % serbe (Valjevo) et à 50 % libyen (Zliten), et Béchir son grand-père paternel est à 25 % serbe et à 75 % arabo-berbère (libyen et tunisien - Zorda), et son père Abdallah est à 12,5 % serbe et à 87,5 % arabo-berbère, alors que Fradj Msalém le père de Hadi Msalém est à 100 % libyen (arabo-berbère), Hadi Msalém son grand-père maternel est à 50 % libyen et à 50 % tunisien, et sa mère Khalifa Msalém est à 25 % libyenne et à 75 % tunisienne, et l'auteur lui-même Mohamed Brahim est à 6,25 % serbe et à 18,75 % libyen et à 75 % tunisien.

L'auteur est un spécialiste autodidacte de la religion islamique, et il est l'initiateur, le créateur et le fondateur de l'islam concordiste ou autrement dit le concordisme qui est une religion islamique réformée, moderne et libéral fondé par l'auteur en 2018 et qui fait rupture totale avec la tradition à base ethnique arabe bédouine de l'islam non réformé.

Or l'auteur se présente comme étant un simple musulman concordiste qui n'est pas ni musulman œcuménique ni musulman sunnite ni musulman chiïte ni musulman ibadite ni musulman ahmadite ni musulman soufi ni musulman druze ni musulman alaouite mais se considère comme musulman concordiste tout court, et il n'est pas donc ni un prophète ni un apôtre ni un messager de Dieu ni un intermédiaire entre Dieu et les humains ni même un membre du clergé religieux concordiste, mais il se considère comme un réformateur religieux musulman à l'exemple des réformateurs protestants Martin Luther, Martin Bucer et Jean Calvin mais l'auteur n'est pas non plus l'instructeur de l'islam concordiste, mais il en est seulement son fondateur.

Préface du livre

Si l'islam est une religion abrahamique, qui est la continuité du christianisme, du judaïsme et du mandéisme, le concordisme est une doctrine religieuse islamique, qui est la continuité réformée de l'islam ibadite selon une réforme théologique de retour aux sources puritaines de l'islam authentique avant l'apparition de sunnisme et de chiisme, qui sont deux perversions hérétiques de l'islam authentique.

Or le mot « islam » est la translittération de l'arabe « islam », mais ne signifiant pas : « la soumission et la sujétion aux ordres de Dieu ».

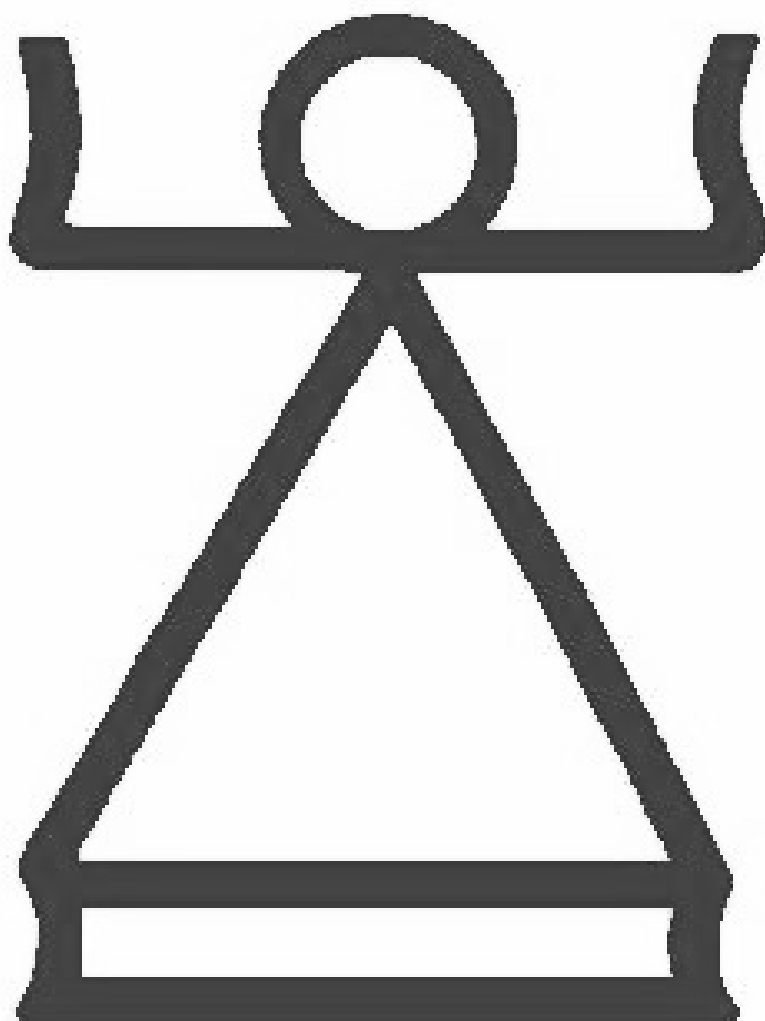
Mais il s'agit d'un nom d'action (en arabe ism fi'3l), qui désigne l'acte de réaliser la paix, et qui ne désigne pas l'acte de se soumettre, or le mot islam est plutôt dérivé d'un radical sémitique, s.l.m, à l'origine d'une classe de mots signifiant la concorde, la complétude, l'intégrité et la paix. Or le mot arabe « islam » signifie « l'acte de réaliser la paix » et aussi « l'abandon confiant, serein et paisible à Dieu ».

Enfin le mot « concordisme » est la translittération de l'arabe « wi'am », et il s'agit d'un nom d'action (en arabe ism fi'3l), qui désigne l'acte de concorder et de réaliser la concorde et la paix.

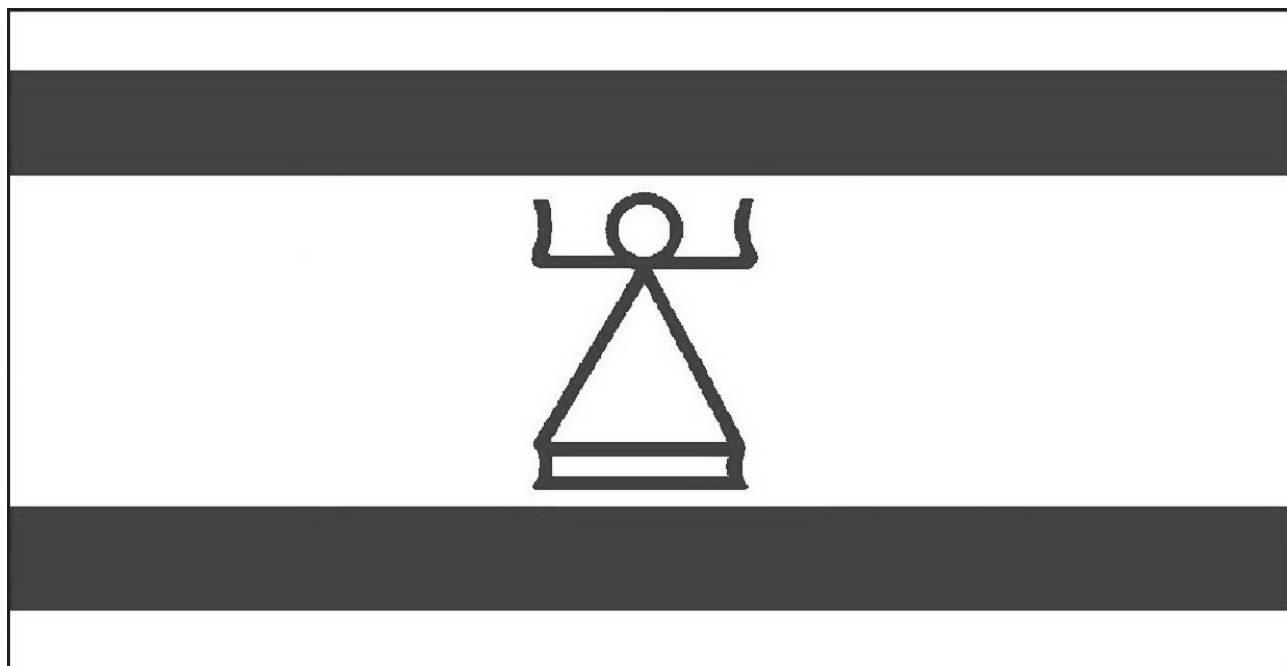
Or la dénomination de l'islam concordiste est la translittération de l'arabe « islam wi'ami », et la dénomination de concordisme est la translittération de l'arabe « wi'ami'a ».

Ce livre doctrinal contient la totalité de la doctrine dogmatique confessionnelle et religieuse de l'islam concordiste qui est une nouvelle religion islamique différente et séparée de l'islam sunnite, de l'islam chiite, de l'islam ibadite, de l'islam ahmadite, de l'islam soufi, de l'islam druze et de l'islam alaouite. Or les dispositions de ce livre doivent être comprises et interprétées les unes par rapport aux autres, comme une unité cohérente.

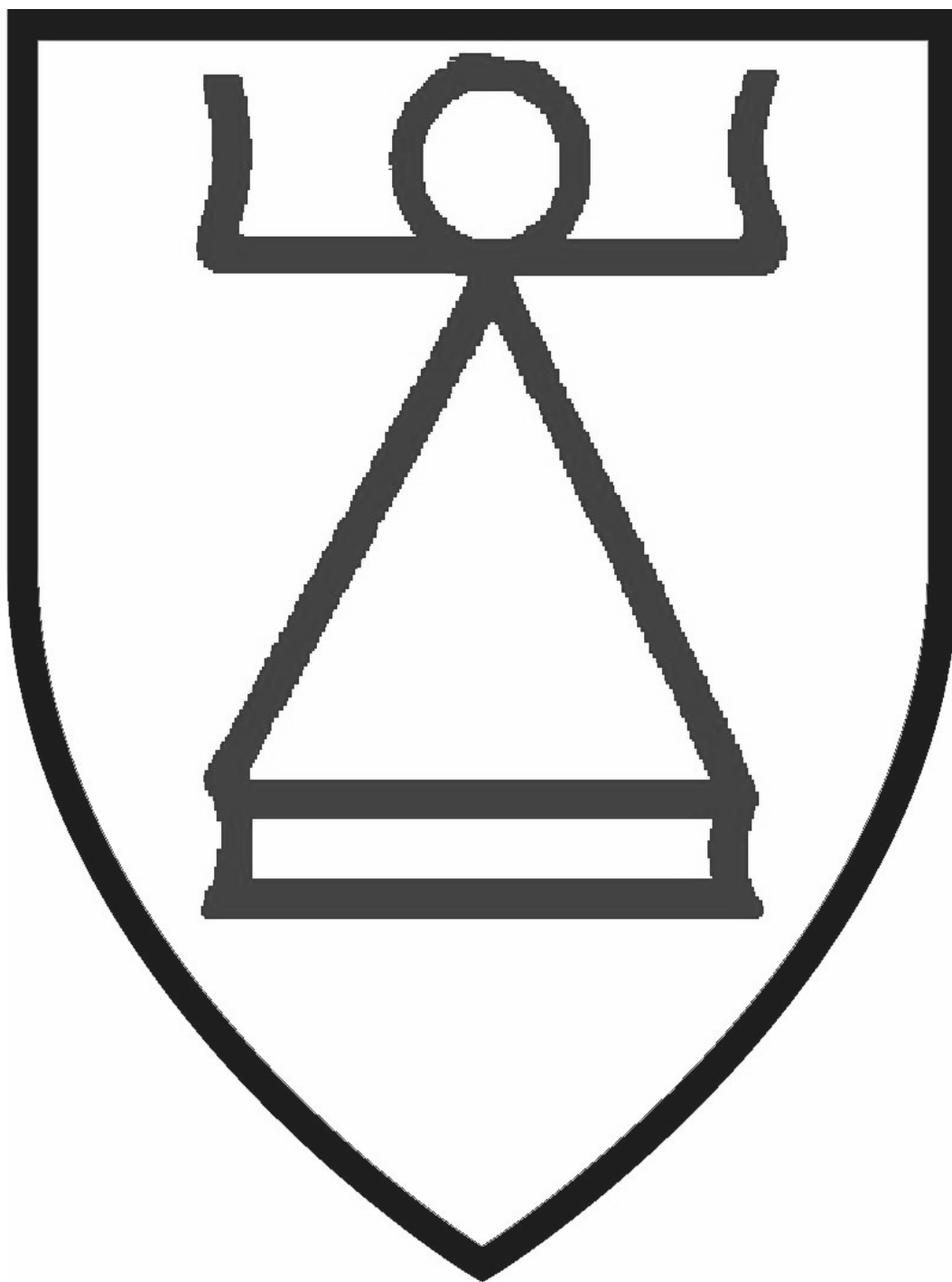
**Emblème, monogramme, armoirie, symbole, signe et
logo de l'islam concordiste**



Drapeau de l'islam concordiste



Blason Héraldique de l'islam concordiste



Manifeste de l'islam concordiste

- **L'islam concordiste repose sur les 66 principes suivants :**

- 1) Affirmer, défendre et promouvoir la valeur suprême et unique de tout individu humain, et qui est la dignité humaine de l'individu humain dans sa nature unique et individualiste, et l'utilisation de la méthode démocratique et de la puissance douce dans les relations humaines.**
- 2) Chérir et répandre les vérités universelles et humanistes de l'humanité de toutes les époques et de toutes les traditions humaines, résumées et fondées sur l'amour de l'individu humain pour l'individu humain.**
- 3) Condamner, dénoncer et combattre toute atteinte à l'universalisme libérateur et égalitaire de la laïcité.**
- 4) Condamner, dénoncer et combattre toute atteinte à la liberté individuelle dans sa conception libérale et individualiste.**
- 5) Condamner, dénoncer et combattre toute forme d'autoritarisme.**
- 6) Condamner, dénoncer et combattre toute forme d'ethnocentrisme culturel.**
- 7) Condamner, dénoncer et combattre toute forme d'eugénisme.**
- 8) Condamner, dénoncer et combattre toute forme d'idéal flou et mystique.**
- 9) Condamner, dénoncer et combattre toute forme d'idéalisation du sentiment de supériorité.**
- 10) Condamner, dénoncer et combattre toute forme d'idéologie offensive.**
- 11) Condamner, dénoncer et combattre toute forme de chauvinisme culturel.**
- 12) Condamner, dénoncer et combattre toute forme de communautarisme culturel.**
- 13) Condamner, dénoncer et combattre toute forme de conservatisme sociétal.**
- 14) Condamner, dénoncer et combattre toute forme de fanatisme théologique.**
- 15) Condamner, dénoncer et combattre toute forme de fascisme.**
- 16) Condamner, dénoncer et combattre toute forme de législation religieuse ou sectaire.**
- 17) Condamner, dénoncer et combattre toute forme de nationalisme.**
- 18) Condamner, dénoncer et combattre toute forme de puritanisme éthique et moral.**
- 19) Condamner, dénoncer et combattre toute forme de racialisme.**

- 20) Condamner, dénoncer et combattre toute forme de racisme.
- 21) Condamner, dénoncer et combattre toute forme de totalitarisme.
- 22) Encourager la coopération avec les individus humains de bonne volonté dans tous les pays.
- 23) Favoriser toute perspective où toutes les personnes et toutes les institutions et les entités publiques et privées, y compris l'État lui-même, sont tenues de respecter des lois égalitaires, justes et équitables et de garantir une égale protection par la loi des droits de tous et de chacun ainsi qu'une répartition égalitaire des droits et des obligations sans discriminations d'âge, d'apparence physique, d'appartenance à une organisation de masse, d'appartenance communautaire, d'ascendance, d'ethnie, d'handicap, d'orientation sexuelle, d'originalité individuelle atypique, d'origine, de caste, de catégorie sociale, de classe sociale, de condition matérielle, de couleur, de date de naissance, de déficience corporelle ou physique, de déficience mentale ou psychique, de descendance, de fortune, de genre, de groupe social, de langue, de lieu de naissance, de mode de vie, de morphologie, de nationalité ethnique, de niveau d'enseignement, de parenté, de physique, de position sociale, de profession, de race, d'appartenance religieuse, de sexe, de situation de dépendance, de situation de fortune, de situation d'handicap, de situation matérielle, de situation patrimoniale, de situation professionnelle, de situation sociale, des activités passées, des convictions religieuses, des convictions philosophiques ou personnelles et des convictions politiques ou apolitiques.
- 24) Garantir une reconnaissance légale complète de l'individualité spécifique à chaque individu, et non pas uniquement une reconnaissance légale de l'individu, et ceci selon une approche selon laquelle il faut intégrer l'individualité comme notion positive plus intégrale de la notion négative de l'individu. Par conséquent, il faut garantir une reconnaissance légale complète de l'individualité spécifique à chaque individu selon le genre social et l'orientation sexuelle et non pas uniquement une reconnaissance légale du genre et de l'orientation sexuelle de l'individu. Il faut donc garantir le droit de chaque individu à une reconnaissance légale adaptée et personnalisée de son genre social y compris dans les documents officiels d'identité civile selon qu'il soit : femelle cisgenre ou mâle cisgenre ou femelle transsexuelle ou mâle transsexuel ou intersexué ou asexué et ne plus se limiter à mettre une information binaire sommaire et primitive divisée entre sexe masculin et sexe féminin. Il faut aussi garantir le droit de chaque individu à une reconnaissance adaptée de son orientation sexuelle dans les documents officiels d'identité civile selon qu'il soit altersexuel ou asexuel ou bisexuel ou demisexuel ou

hétérosexuel ou homosexuel ou pansexuel ou sapiosexuel ou skoliosexuel. En outre le droit civil doit autoriser le mariage monogame homosexuel tout comme il autorise le mariage hétérosexuel, et ce droit doit autoriser également le mariage des transsexuel, des intersexué et des asexués comme il autorise le mariage des cisgenres, mais le droit civil doit interdire le mariage polygame où un individu se marie à plusieurs individus, et le droit civil doit aussi interdire le mariage communiste où un groupe d'individus conclut un mariage commun entre tout l'ensemble de ce groupe, mais le droit civil ne doit jamais donner un statut légal au concubinage fondé sur le polyamour comme le concubinage polygame et le concubinage communiste tel que le triolisme comme exemple même si ça sera préjudiciel au bisexuels dont certains ont tendance à vouloir se donner à des rapports de triolisme ou de rapports de groupe. En outre, le droit pénal ne doit pas pénaliser par contre ni le sexe en groupe comme le triolisme ou l'orgie ni le concubinage fondé sur le polyamour qu'il soit un concubinage polygame ou un concubinage communiste mais sans le donner un statut légal ou civil. En outre le droit civil doit interdire les mariages incestueux, les rapports pédophiles et les mariages consanguin de cinquième degré ou moins pour protéger la société et la famille. Enfin, le droit pénal doit pénaliser et sanctionner lourdement la discrimination fondée sur le genre et l'orientation sexuelle sauf la zoophilie, l'inceste, la polygamie et la pédophilie qui doivent faire exception et être pénalisés lourdement par la prison à perpétuité pour protéger l'individu, la famille et la société de ces quatre phénomènes sociaux destructeurs et nuisibles pour l'humanité toute entière.

25) Lutter contre l'endogamie et la consanguinité et promouvoir l'interdiction absolue de mariages consanguins de cinquième degré ou moins pour protéger la société et la famille tel que l'interdiction du mariage consanguin et incestueux entre les cousins.

26) Lutter contre l'inceste, la zoophilie, la pédophilie, la polygamie, toutes les formes d'harcèlement sexuel, toutes les formes de chantage sexuel, toutes les formes de viol ou d'agression sexuel y compris le viol conjugal, et le proxénétisme.

27) Mettre en œuvre une vision humaniste du monde en luttant pour une communauté mondiale fondée sur les idéaux de fraternité, de liberté, d'égalité, de justice, d'équité, de laïcité, d'interculturalité, de cosmopolitisme multiracial et de paix.

28) Promouvoir l'acceptation mutuelle et l'encouragement de la croissance personnelle, du développement personnel, du coaching personnel et de positivité optimiste ainsi que de la recherche du bonheur et de l'épanouissement personnel de l'individu humain.

- 29) Promouvoir l'aspiration à une humanité paisible où régneront la paix, la liberté, l'égalité, la justice, la justice sociale et l'équité pour chacun et pour tous.
- 30) Promouvoir l'autosatisfaction, l'autogestion, la vertu, la liberté, l'égalité, la justice, l'équité et la compassion comme fondements éthiques des relations humaines.
- 31) Promouvoir l'écologisme et la protection d'une nature saine.
- 32) Promouvoir l'égalitarisme unisexe entre hommes et femmes.
- 33) Promouvoir l'émancipation de la femme et de la jeunesse ainsi que la protection des enfants et des personnes vulnérables et fragiles.
- 34) Promouvoir l'équité comme principe jurisprudentiel fondamental et central de tout système juridictionnel.
- 35) Promouvoir l'humanisme.
- 36) Promouvoir l'unité humaine dans la diversité.
- 37) Promouvoir l'universalisme uniforme et légaliste du droit positif.
- 38) Promouvoir la libéralisation sexuelle et l'émancipation sexuelle.
- 39) Promouvoir la liberté de conscience et le recours au processus démocratique dans l'ensemble de la société humaine.
- 40) Promouvoir la liberté et la responsabilité de chaque individu humain dans sa recherche de la vérité, du sens de la vie et de la signification des choses.
- 41) Promouvoir la part de sagesse de toutes les civilisations humaines comme source d'inspiration morale et spirituelle.
- 42) Promouvoir la spiritualité, la foi libre et une théologie libérale.
- 43) Promouvoir la valeur et la dignité intrinsèques de tout individu humain.
- 44) Promouvoir le fédéralisme symétrique et uniforme ainsi que la décentralisation poussée comme mode de gestion publique.
- 45) Promouvoir le message humaniste qui nous invite à utiliser notre raisonnement rationaliste et cartésien et à prendre en considération les résultats de la science matérialiste, et qui met en garde notre esprit contre toute forme d'endoctrinement et de fanatisme religieux et de mysticisme.
- 46) Promouvoir le pluralisme politique et associatif séculier.
- 47) Promouvoir le républicanisme égalitaire, laïque et humaniste comme idéal politique.
- 48) Promouvoir le respect du caractère interdépendant de toutes les formes d'existence qui constituent une trame dont nous faisons partie.

- 49) Promouvoir les enseignements d'amour et de compassion qui nous conviennent à aimer notre prochain comme nous-mêmes en reconnaissance de l'amour que nous manifestons pour la vie saine.
- 50) Promouvoir les enseignements spirituels des traditions séculières et religieuses qui célèbrent le cycle sacré de la vie en respect de la nature, en nous invitant à vivre en harmonie avec les rythmes écologiques de la nature.
- 51) Promouvoir les libertés civiles, dont la liberté de parole, la liberté de pensée, la liberté de croyance et la liberté de disposition.
- 52) Promouvoir les regroupements autour de nobles sentiments bienveillants et altruistes d'empathie, de compassion, de douceur et de tendresse.
- 53) Promouvoir les regroupements autour de principes moraux humanistes.
- 54) Promouvoir un cosmopolitisme interculturel et multiracial fédérateur cherchant à dépasser les origines raciales, religieuses et culturelles des diverses civilisations humaines.
- 55) Promouvoir une égalité uniforme unisexe entre tous les différents genres sociaux.
- 56) Promouvoir une égalité uniforme unisexe entre toutes les différentes orientations sexuelles.
- 57) Promouvoir une laïcité areligieuse et aconfessionnelle intégrale comme fondement des organisations humaines.
- 58) Prôner une recherche libre et responsable de la vérité et de la quête de sens pour chaque individu humain.
- 59) Reconnaître le droit de croire ou de ne pas croire.
- 60) Reconnaître le droit de pratiquer sa religion ou de ne pas la pratiquer.
- 61) Reconnaître le droit de témoigner sa foi ou de blasphémer.
- 62) Reconnaître légalement neuf orientations sexuelles dans les documents officiels d'identité civile qui sont : altersexuel, asexuel, bisexuel, demisexuel, hétérosexuel, homosexuel, pansexuel, sapiosexuel et enfin skoliosexuel.
- 63) Reconnaître légalement six genres sociaux dans les documents officiels d'identité civile qui sont : femelle cisgenre, femelle transsexuelle, mâle cisgenre, mâle transsexuel, intersexué et enfin asexué.
- 64) Reconnaître légalement uniquement le mariage monogame et le concubinage monogame.
- 65) Régler les problèmes sociétales tel que l'émancipation de la femme et de la jeunesse, la protection contre la violence de catégories fragiles tel que la femme et

l'enfant en particulier et de l'individu en général, la garantie de l'égalité des chances, la lutte contre les discriminations d'âge, d'apparence physique, d'appartenance à une organisation de masse, d'appartenance communautaire, d'appartenance irrégulière ou d'appartenance religieuse, d'ascendance, d'ethnie, d'handicap, d'orientation sexuelle, d'originalité individuelle atypique, d'origine, de caste, de catégorie sociale, de classe sociale, de condition matérielle, de couleur, de date de naissance, de déficience corporelle ou physique, de déficience mentale ou psychique, de descendance, de fortune, de genre, de groupe social, de langue, de lieu de naissance, de mode de vie, de morphologie, de nationalité ethnique, de niveau d'enseignement, de parenté, de physique, de position sociale, de profession, de race, de sexe, de situation d'handicap, de situation de dépendance, de situation de fortune, de situation matérielle, de situation patrimoniale, de situation professionnelle, de situation sociale, des activités passées, des convictions irrégulières ou religieuses, des convictions philosophiques ou personnelles, des convictions politiques ou apolitiques ainsi que de tout autre circonstance.

66) Se renforcer mutuellement dans une recherche libre et auto-disciplinée de la vérité comme fondement de notre fraternité humaine.

- **L'islam concordiste appelle à adapter l'essence de la religion islamique à l'ensemble total des 24 principes logiques utiles suivantes :**

1) Le principe de l'anti-rasoir d'Occam : les explications les plus simples ne sont pas toujours vraies dans notre monde aussi prodigieusement complexe.

2) Paradoxe d'Abilene : aucun des quatre membres d'un groupe ne souhaitait se rendre à Abilene mais, par crainte de s'offenser et de se contredire mutuellement, ils y finissent tous !

3) Paradoxe d'Anderson : l'acquisition par un étudiant d'un diplôme supérieur à celui de son père ne lui assure pas, nécessairement, une position sociale plus élevée.

4) Paradoxe d'Ellsberg : lorsque des gens ont à choisir entre deux options, la majorité se décide pour celle dont la loi de probabilité est connue.

5) Paradoxe de Braess : l'ajout d'une extension des capacités d'un réseau routier peut entraîner des temps de trajet plus longs.

6) Paradoxe de Klein : quand une barrière de potentiel est suffisamment élevée, elle devient transparente !

7) Paradoxe de l'âne de Buridan : l'âne meurt de faim et de soif alors qu'il hésite entre un seau d'eau et un seau d'avoine positionnés à égale distance.

- 8) **Paradoxe de l'Argument du rêve** : l'acte de rêver fournit une évidence intuitive telle qu'elle ne peut pas être distinguée de celles que nos sens nous fournissent à l'état de veille. Sommes-nous éveillée ?
- 9) **Paradoxe de l'eau et du diamant** : les diamants sont moins utiles que l'eau, mais sont beaucoup plus chers.
- 10) **Paradoxe de l'Effet rebond** : lorsqu'on demande aux sujets de supprimer volontairement une pensée, celle-ci revient en force plus tard.
- 11) **Paradoxe de l'œuf et de la poule** : qu'est-ce qui est apparu en premier : l'œuf ou la poule ?
- 12) **Paradoxe de l'omnipotence (ou paradoxe de la toute-puissance)** : un être tout-puissant pourrait-il créer une pierre si lourde qu'il ne puisse pas lui-même la porter ? S'il le peut, il cesserait d'être tout-puissant, s'il ne le peut pas, c'est qu'il n'est pas tout-puissant.
- 13) **Paradoxe de la Contradiction performative** : affirmation qui n'est pas contradictoire par elle-même, mais qui entre en contradiction avec le fait que quelqu'un ait pu l'énoncer correctement.
- 14) **Paradoxe de la Croissance appauvrissante** : une croissance dans une situation théorique pourrait mettre un pays dans une situation moins favorable qu'avant la croissance.
- 15) **Paradoxe de la liberté** : Nous devrions revendiquer, au nom de la liberté, le droit de ne pas laisser de liberté aux ennemis de la liberté.
- 16) **Paradoxe de la tolérance** : Nous devrions revendiquer, au nom de la tolérance, le droit de ne pas tolérer l'intolérant et les ennemis de la tolérance.
- 17) **Paradoxe de Moravec** : Les pensées logiques sont difficiles pour un humain et faciles pour un ordinateur, mais pour ce dernier attraper un tournevis dans une boîte à outil est un problème non résolu.
- 18) **Paradoxe de Tsimtsum** : phénomène de contraction de Dieu dans le but de permettre l'existence d'une réalité extérieure à lui. Qu'est-il arrivé avant le commencement des temps pour que commencement il y ait ?
- 19) **Paradoxe de Wigner (ou l'ami de Wigner)** : deux observateurs se contredisent si l'un observe l'autre.
- 20) **Paradoxe du Chat de Schrödinger** : selon l'interprétation de Copenhague de la physique quantique, un chat pourrait être à la fois vivant et mort tant qu'il reste non observé.

21) **Paradoxe du menteur (ou Paradoxe d'Épiménide) : un homme déclare « Je mens ». Si c'est vrai, c'est faux. Si c'est faux, c'est vrai.**

22) **Paradoxe du racisme : Celui qui s'identifie verbalement comme n'étant pas raciste est automatiquement un grand raciste car on est tous des racistes et on a tous recours à des préjugés racistes et à des clichés racistes et à des stéréotypes racistes pour gérer rapidement et plus efficacement les rapports humains très compliqués. Mais celui qui est moins raciste est d'abord celui qui est conscient qu'on est tous des racistes puis qui essaye d'éliminer et d'écarter au cas par cas ses préjugés racistes et ses clichés racistes et ses stéréotypes racistes au fur à mesure qu'il découvre une personne contre laquelle il a engagé à priori et à l'avance son recours à la catégorisation fondée sur les préjugés racistes et les clichés racistes et les stéréotypes racistes.**

23) **Paradoxe existentiel : l'intentionnalisation consciente ou inconsciente par un sujet d'un aspect de la vie qui nie les catégories officielles de vérité ou de fausseté concernant la réalité, est quelque chose d'inexplicable.**

24) **Paradoxe socratique : « je sais que je ne sais rien, mais je ne sais pas ce que je ne sais pas alors que je sais ce que je sais dès le moment que je commence à savoir ce que ce je sais ».**

• **On peut établir la classification pratique des 13 civilisations suivantes :**

1) **La civilisation africaine : Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Cameroun, Gabon, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, République Centrafricaine, République démocratique du Congo (Congo Kinshasa), République du Congo (Congo Brazzaville), Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Seychelles, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.**

2) **La civilisation asiatique : Chine, Corée du Nord, Corée du Sud, Japon, Mongolie et Taiwan.**

3) **La civilisation balkanique : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Hongrie, Kosovo, Macédoine du Nord, Moldavie, Monténégro, Roumanie, Serbie et Slovénie.**

4) **La civilisation caucasienne : Abkhazie, Arménie, Géorgie et Ossétie du Sud-Alanie.**

5) **La civilisation eurasiennne : Bélarus, Estonie, Finlande, Russie et Ukraine.**

6) **La civilisation grecque : Akrotiri et Dhekelia (bases militaires souveraines britanniques à Chypre), Chypre et Grèce.**

7) **La civilisation hispanique : Açores, Andorre, Canaries (Îles Canaries), Espagne, Gibraltar, Madère et Portugal.**

8) La civilisation indochinoise : Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste et Vietnam.

9) La civilisation méditerranéenne : Corse, Malte, Sardaigne, Sicile et Sud de la péninsule italienne.

10) La civilisation mésoaméricaine : tous les pays du continent américain sauf : Bahamas, Bermudes, Canada, États-Unis d'Amérique, Groenland et Saint-Pierre-et-Miquelon. La civilisation mésoaméricaine comporte : Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Antilles néerlandaises, Argentine, Aruba, Barbade, Belize, Bolivie, Bonaire, Brésil, Caïmans (Îles Caïmans), Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Curaçao, Dominique, Équateur, Grenade, Guadeloupe, Guatemala, Guyana, Guyane, Haïti, Honduras, Jamaïque, Martinique, Mexique, Montserrat, Nicaragua, Panama, Pâques (Île Pâques), Paraguay, Pérou, Porto Rico, République dominicaine, Saba, Saint-Barthélemy, Saint-Christophe-et-Niévès, Saint-Eustache (Île néerlandaise Saint-Eustache), Saint-Lucie, Saint-Martin française (partie française de l'île Saint-Martin), Saint-Martin néerlandaise (partie néerlandaise de l'île Saint-Martin), Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Salvador, Suriname, Trinité-et-Tobago, Turques-et-Caïques (Îles Turques-et-Caïques), Uruguay, Venezuela, Vierges américaines (Îles Vierges américaines) et Vierges britanniques (Îles Vierges britanniques).

11) La civilisation occidentale : Aland (Îles Aland), Allemagne, Angleterre, Ascension (Île Ascension), Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Bermudes, Bretagne, Canada, centre et nord de la péninsule italienne, Christmas (Île Christmas), Cocos (Îles Cocos (Keeling)), Cornouailles, Danemark, Écosse, États-Unis d'Amérique, Falkland (Îles Falkland), Féroé (Îles Féroé), France, Géorgie du Sud (Île Géorgie du Sud), Groenland, Guernesey, Irlande, Irlande du Nord (Ulster), Islande, Jan Mayen (Île Jan Mayen), Jersey, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Man (Île Man), Monaco, Norfolk (Île Norfolk), Norvège, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Pays de Galles, Pays-Bas, Pologne, Sainte-Hélène (Île Sainte-Hélène), Saint-Marin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Sandwich du Sud (îles Sandwich du Sud), Slovaquie, Suède, Suisse, Svalbard (Archipel de Svalbard), Tchéquie, Territoire britannique de l'océan indien, Tristan da Cunha (Île Tristan da Cunha) et Vatican.

12) La civilisation océanienne : Tous les pays de l'Océanie sauf : Australie, Nouvelle-Calédonie et Nouvelle-Zélande. La civilisation océanienne comporte : Bougainville, Cook (Îles Cook), Fidji, Guam, Kiribati, Mariannes du Nord (Îles Mariannes du Nord), Marshall (Îles Marshall), Micronésie, Nauru, Niue, Palaos, Papouasie occidentale,

Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn (Île Pitcairn), Polynésie française, Salomon (Îles Salomon), Samoa, Samoa américaines, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wake (Île Wake) et Wallis-et-Futuna.

13) La civilisation orientale : Afghanistan, Algérie, Arabie Saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Cap-Vert, Ceuta, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Émirats Arabes Unis, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Inde, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Kurdistan, Liban, Libéria, Libye, Maldives, Mali, Maroc, Mauritanie, Melilla, Nakhitchevan, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Palestine, Qatar, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Somaliland, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Syrie, Tadjikistan, Tchad, Togo, Tunisie, Turkménistan, Turquie et Yémen.

- Les titres de civilité doivent être égalitaires et unisexes et doivent être des titres de civilité qui s'appliquent aux hommes comme aux femmes sans différenciation de genre social ni de sexe ni d'orientation sexuelle. Les titres de civilité doivent être uniquement comme la suite des 4 titres de civilité suivants :

1) le néologisme « extrassêr » : pour une personne célibataire. Or « extrassêr » s'emploie pour l'homme comme pour la femme sans distinction de genre social ni de sexe à la différence des autres titres de civilité.

2) le néologisme « insêr » : pour une personne mariée avec le nom de famille originale de la personne mariée. Or « insêr » s'emploie pour l'homme comme pour la femme sans distinction de genre social ni de sexe à la différence des autres titres de civilité.

3) le néologisme « intersêr » : pour une personne mariée avec le nom de famille du conjoint de la personne mariée. Or « intersêr » s'emploie pour l'homme comme pour la femme sans distinction de genre social ni de sexe à la différence des autres titres de civilité.

4) le néologisme « sêr » : pour une personne mariée ou célibataire. Or « sêr » s'emploie pour l'homme comme pour la femme sans distinction de genre social ni de sexe à la différence des autres titres de civilité.

- Le nom commun injurieux et péjoratif « pute » et « putain » qu'on ne doit jamais prononcer par principe de politesse, doit cependant exister dans toute utilisation linguistique, ainsi le nom « pute » et « putain » doivent avoir pour équivalent linguistique unique le terme unisexe qui est le néologisme « donaldtramp » et qui est un terme unisexe qui ne distingue pas entre les deux sexes ni entre les genres sociales et qui est à utiliser pour un homme comme pour une femme de manière identique et selon une

logique égalitaire sans différenciation de sexe ou de genre ou d'orientation sexuelle, et ce terme unisexe a comme sens linguistique les 9 définitions conceptuelles suivantes :

- 1) Partenaire soumis, salace ou lubrique. Le mot peut être employé de façons ludiques dans diverses pratiques sexuelles de marge, telles qu'on peut les trouver dans les milieux sado-masochistes, échangistes, libertines.
- 2) Personne coupable de trahison conjugale.
- 3) Personne de mauvaise vie ou prête à tout pour réussir, avec une référence explicite à la sexualité.
- 4) Personne de mauvaise vie, dévergondée, débauchée.
- 5) Personne de vie dissolue ou de morale dissolue.
- 6) Personne méprisable, garce et sans scrupule moral, aux mœurs corrompues, et qui est prête à tout pour réussir, avec en général une connotation sexuelle implicite.
- 7) Personne méprisable, mais sans référence à la sexualité.
- 8) S'emploie pour décrire un individu ne respectant aucune loi ou aucun code.
- 9) S'emploie pour insulter violemment une personne.

- Les devoirs religieux du musulman concordiste sont l'observation des quatre piliers de l'islam concordiste. Or tout musulman concordiste doit normalement respecter des obligations de culte, pouvant prendre le nom de « piliers de l'islam concordiste » (arkan al-islam), qui sont quatre piliers et qui sont : la profession de foi (shahada), les cinq prières quotidiennes, un mois de jeûne par an et l'aumône. Ces quatre « piliers » (arkan) constituent la base de la pratique religieuse personnelle et individuelle de tous les musulmans concordistes hommes et femmes. Ces quatre piliers de l'islam sont :

- 1) La déclaration de foi (Shahada) : elle représente une partie du credo islamique et consiste en une phrase très brève : « Je témoigne qu'il n'y a pas de divinité que Dieu et que Mahomet est son avant-dernier messenger et que Jésus est son prophète et son Messie et son dernier messenger. » (en langue arabe : « ashhad an la ilah illa allah w ashhad ana muhamadan rasuluh ma qabl al'akhir w ana yasu3 nabih w masihah w akhar rusilhi »), soit la foi en un Dieu unique (tawhid), Allah, et la reconnaissance de Mahomet comme étant son prophète et la reconnaissance de Jésus comme étant le prophète et le Messie envoyé par Dieu. La shahada doit être observée dans la langue quotidienne de chacun et non pas en langue arabe.
- 2) L'accomplissement de la prière quotidienne et ceci cinq fois par jour, or la prière quotidienne doit être observée dans la langue quotidienne de chacun et non pas en

langue arabe. La prière quotidienne est divisée entre : Al-Sobh, Al-Dohr, Al-Asr, Al-Maghreb, Al-Ichâa.

3) Le respect du jeûne lors du mois de ramadan.

4) Zakat, l'aumône légale envers les nécessiteux, si on est imposable, elle consiste en un prélèvement obligatoire de 2,5 % dès un seuil d'imposition de 20 dinars (évalués à 84 grammes d'or de 18 carats), et ceci en indifférence totale et neutre vis-à-vis de l'appartenance religieuse et de la croyance religieuse ou irrégieuse quelle que soit du destinataire.

- Les quatre observances ou quatre piliers de l'islam concordiste, résument l'essentiel des devoirs et du témoignage de la communauté islamique concordiste et de chacun de ses membres. Ces quatre observances de l'islam, sont appelées arkan ou piliers. Ces quatre piliers sont : la profession de foi (en arabe : « shahada »), puis la prière rituelle (en arabe : « salat »), puis le jeûne du ramadan (en arabe : « sawm »), puis enfin l'aumône légale (en arabe : « zakat »).

1) La profession de foi : dont il suffit de prononcer la formule avec sincérité dans la langue courante de chacun et non pas en langue arabe qui est une langue morte : « Je témoigne qu'il n'y a pas de divinité que Dieu et que Mahomet est son avant-dernier messager et que Jésus est son prophète et son Messie et son dernier messager. ».

2) La prière rituelle : est la deuxième obligation cultuelle à laquelle est astreint tout musulman et qui consiste en la prière rituelle à heure déterminée cinq fois par jour (lorsque pointe l'aurore, à midi, au milieu de l'après-midi, au coucher du soleil et lorsque la nuit est tombée). Cette prière rituelle au rythme cosmique immuable est essentiellement un acte d'adoration et non pas une demande liée aux circonstances. La prosternation, front contre terre, est en islam l'attitude corporelle par excellence de l'adoration réservée à Dieu seul. La prière rituelle doit avoir lieu de préférence dans la mosquée mais elle peut être pratiquée ailleurs. La prière rituelle doit être pratiquée et observée dans la langue courante de chacun et non pas en langue arabe. Enfin la prière du vendredi doit avoir lieu uniquement dans la mosquée à l'intérieur de l'enceinte de la mosquée et jamais en dehors de l'enceinte de la mosquée car la prière du vendredi est limitée à la mosquée. Celui qui ne peut pas assister à la prière du vendredi à l'intérieur de la mosquée, peut observer la prière d'Al-Dohr chez lui dans son foyer car la prière d'Al-Dohr remplace la prière du vendredi vu que la prière d'Al-Dohr est égale en valeur de la prière du vendredi. Un musulman concordiste ne doit jamais observer la prière rituelle au lieu du travail ni dans la rue ni dans un lieu public par civisme et surtout par

respect du principe islamique concordiste de laïcité qui est un principe fondamental de l'islam concordiste.

3) Le jeûne du ramadan : Ramadan est le nom du neuvième mois de l'année lunaire islamique et non pas de l'année solaire islamique qui est l'année grégorienne vu l'islam concordiste reconnaît l'utilisation officielle de deux types de calendriers à statut égal. Le mois du ramadan, est l'intervalle temporel durant lequel est observé et pratiqué un jeûne diurne absolu du lever du soleil jusqu'à son coucher. Ce jeûne du ramadan n'a pas caractère de pénitence mais de simple aguerrissement et de témoignage de la communauté. Il consiste à s'abstenir de manger, de boire, de fumer ainsi que des relations sexuelles. La rupture du jeûne est chaque soir, l'occasion de réjouissances en famille, auxquelles on agrège voisins et amis. Le mois du ramadan se conclut par la fête de rupture de jeûne (en arabe : « 3id al-fiter ») qui est la plus grande et la plus importante fête de l'islam concordiste.

4) L'aumône légale : l'aumône légale a deux significations : la purification des richesses par le don et la solidarité sociale. L'aumône légale est une aide financière destinée et réservée aux pauvres, aux indigents, à ceux qui sont endettés, au voyageur et à toute personne besogneuse dans le besoin, et ceci quelle que soit l'appartenance religieuse ou la croyance religieuse ou irréligieuse du destinataire.

- À chaque nouvelle naissance, le bébé humain doit subir une analyse génétique ou analyse ADN pour préciser l'empreinte génétique de l'enfant et ses vrais parents biologiques, et ça doit être une règle juridique impérative applicable dès la naissance. Ainsi chaque personne doit subir dès sa naissance une analyse d'ADN pour déterminer via cette analyse son vrai lignage et sa vraie généalogie pour éviter le vol de bébé ou les erreurs des hôpitaux lors de naissances des nouveaux bébés, pour lutter contre la gestation de grossesse pour autrui (GPA), pour lutter contre le don de sperme et pour lutter contre le don d'ovule.

- À l'exception des aliénés, chaque citoyen a le devoir de concourir à la défense du pays dont il porte la citoyenneté, sans distinction d'âge, d'apparence physique, d'appartenance à une organisation de masse, d'appartenance communautaire, d'ascendance, d'ethnie, d'handicap, d'orientation sexuelle, d'originalité individuelle atypique, d'origine, de caste, de catégorie sociale, de classe sociale, de condition matérielle, de couleur, de date de naissance, de déficience corporelle ou physique, de descendance, de fortune, de genre, de groupe social, de langue, de lieu de naissance, de mode de vie, de morphologie, de nationalité ethnique, de niveau d'enseignement, de

parenté, de physique, de position sociale, de profession, de race, d'appartenance irrégieuse ou d'appartenance religieuse, de sexe, de situation de dépendance, de situation de fortune, de situation de handicap, de situation matérielle, de situation patrimoniale, de situation professionnelle, de situation sociale, des activités passées, des convictions irrégieuses ou religieuses, des convictions philosophiques ou personnelles et des convictions politiques ou apolitiques.

- À l'exception des fous reconnus comme tels par un tribunal, des individus privées par la loi des droits civiques et des individus privées par décision judiciaire et condamnées par un tribunal à une peine portant privation des droits civiques, chaque citoyen a le droit de participer aux jurys d'assises sans distinction d'âge, d'apparence physique, d'appartenance à une organisation de masse, d'appartenance communautaire, d'ascendance, d'ethnie, d'handicap, d'orientation sexuelle, d'originalité individuelle atypique, d'origine, de caste, de catégorie sociale, de classe sociale, de condition matérielle, de couleur, de date de naissance, de déficience corporelle ou physique, de descendance, de fortune, de genre, de groupe social, de langue, de lieu de naissance, de mode de vie, de morphologie, de nationalité ethnique, de niveau d'enseignement, de parenté, de physique, de position sociale, de profession, de race, d'appartenance irrégieuse ou d'appartenance religieuse, de sexe, de situation de dépendance, de situation de fortune, de situation de handicap, de situation matérielle, de situation patrimoniale, de situation professionnelle, de situation sociale, des activités passées, des convictions irrégieuses ou religieuses, des convictions philosophiques ou personnelles et des convictions politiques ou apolitiques.

- À l'intérieur de la mosquée concordiste, Dieu est symbolisé métaphoriquement et symboliquement par une calice en lumière laser perpétuellement entretenue et allumée pour exprimer symboliquement la présence permanente et continuelle de Dieu qui est un dieu lumineux.

- À l'inverse de l'islam hérétique qui autorise la peine de mort, l'islam concordiste exige l'abolition de la peine de mort, et exige son remplacement par la prison à perpétuité.

- À l'inverse de l'islam hérétique qui célèbre la fête hérétique de l'Aïd al-Adha (en arabe : « 3id al'adhaa »), l'islam concordiste rejette et ne reconnaît pas cette fête hérétique. Or l'islam concordiste rejette et ne reconnaît pas non plus la tradition de sacrifice d'un animal.

- À l'inverse de l'islam hérétique qui interdit l'adoption, l'islam concordiste autorise et encourage l'adoption mais l'islam concordiste interdit le kafala en revanche.
- À l'opposé de l'islam hérétique sunnite et chiite, l'islam concordiste interdit catégoriquement l'inceste entre les cousins.
- À l'opposé de la psychiatrie, un idéal sans psychiatrie, promeut, la primauté de la conscience sur l'inconscient et sur le subconscient car la position psychiatrique qui prétend la primauté du subconscient et de l'inconscient ou subconscient sur la conscience, est une position dangereuse qui vide l'individu de son libre arbitre rationnel, et qui promeut un être humain fondé sur des pulsions mécaniques incontrôlables et involontaires où la conscience n'a aucun pouvoir ni autorité, et par delà de la conscience toute éthique et tout réflexion consciente et toute la raison et la pensée rationnelle perdent tout pouvoir sur la vie humaine et la nature humaine qui devient une simple bestialité construite de pulsions animales et de convulsions mécaniques comme une bête simpliste ou un robot simpliste ce qui ne définit pas ce que nous sommes profondément et réellement en tant qu'êtres humains pensants et au libre arbitre et aux constructions culturelles complexes et au conscience compliquée et complexe et aux états d'esprit sensibles.
- À la différence de l'individu, qui est une entité concrète inscrite dans l'histoire personnelle individuelle, les individus sont des entités concrètes inscrites dans l'histoire collective. Or l'histoire dans sa globalité résulte de l'interdépendance et de l'interaction entre l'individu et les individus ainsi qu'entre l'histoire personnelle individuelle et l'histoire collective par conséquence.
- À la différence des hérétiques sunnites et chiites, l'islam concordiste considère que la sexualité et le fait d'avoir des relations sexuelles, n'est pas la seule chose au monde, n'est pas la plus importante chose au monde, et n'est pas satisfaisante et suffisante toute seule sans associations avec d'autres conditions nécessaires et impératives qui sont l'amour réciproque et mutuel, le respect réciproque et mutuel et le romantisme. Ainsi une sexualité sans amour, sans respect et sans romantisme ne vaut rien, et elle ressemble à une bestialité pure et simple.
- À part toutes les couleurs diversifiées et multiples de toutes les nuances du spectre optique comme celle par exemple de l'arc-en-ciel, il est facile, simple et utile d'observer trois couleurs interdépendantes qui sont le blanc, le noire et surtout le gris, et il est aussi

facile, simple et utile d'observer que même parmi la couleur grise, il existe une riche variété de nuances diversifiées et multiples de couleur grise.

- À partir de l'âge nubile de vingt ans, chacun, sans aucune discrimination a le droit de contracter un mariage monogame et de fonder une famille. Chacun a des droits égaux et des devoirs égaux d'assistance matrimoniale mutuelle au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution.
- À propos de la Cène et du sacrement de l'eucharistie, l'islam concordiste refuse la doctrine hérétique de la transsubstantiation et de la consubstantiation. L'islam concordiste professe le caractère métaphorique et purement symbolique de toute la scène car le pain n'est le corps du Christ que symboliquement et le vin n'est le sang du Christ que symboliquement.
- Adam est déchu de l'état normal de sa nature dans le jardin d'Eden mais Adam n'a pas entraîné par sa chute sa postérité dans une condamnation quelconque car Dieu est juste et il respecte donc le caractère personnel et individuel de la condamnation et ne va jamais punir quelqu'un pour la faute de son ancêtre et donc d'autrui qui est ici Adam sinon Dieu cessera d'être juste et deviendra un dieu injuste mais Dieu est juste et il restera juste.
- Adam et Ève n'ont pas commis le péché originel car l'islam concordiste ne reconnaît pas la notion du péché originel.
- Adapte-toi et ajuste-toi aux intelligences moyennes ou supérieures mais jamais aux mentalités superficielles, artificielles, stupides, bornés, dogmatiques et étroites d'esprit.
- Aime celui qui t'aime avec bienveillance, n'aime pas celui qui te hait ou qui t'aime avec malveillance mais évite toujours de haïr ou d'éprouver de la haine ou de l'envie ou de la jalousie ou de la colère ou l'émotion de vengeance pour ne pas tomber esclave d'une incontrôlable énergie intérieure toxique et destructrice.
- Aime celui qui t'aime avec bienveillance, n'aime pas celui qui te hait ou qui t'aime avec malveillance mais sans jamais haïr personne en retour car tu as la vocation éthique, émotionnelle et logique d'un individu axé sur la force cognitive intérieure d'amour et qui doit donc par conséquence éviter toujours de haïr ou d'éprouver de la haine ou de l'envie ou de la jalousie ou de la colère ou de l'émotion de vengeance pour ne pas tomber esclave d'une incontrôlable énergie négative intérieure toxique et destructrice.
- Aisha n'est pas la femme de Mahomet.

- Ali, le cousin de Mahomet, n'a aucun attribut divin. Ali, le cousin de Mahomet, n'a aucune importance ni valeur particulière.
- Ali, le cousin de Mahomet, n'a aucune valeur particulière ni aucune importance pour l'islam concordiste.
- Après le divorce, il faut respecter le droit à la pension alimentaire du conjoint victime du dommage et du préjudice (conjoint trompé, conjoint mal traité, conjoint qui a demandé le divorce en raison du préjudice qu'il a subi, conjoint qui a subi un préjudice à cause du divorce).
- Au cours de toute nouvelle naissance spirituelle, qui éclate après une guerre et une destruction, et qui s'accompagne d'une tristesse et d'un espoir humaniste, la créativité originale est estimable.
- Au jour de dernier jugement, il n'existe pas d'intercession de la part des prophètes ni des autres pieux ni même de Messie Jésus-Christ, car Dieu interdit à quiconque d'intercéder pour les personnes qui méritent le châtement.
- Au nom de la liberté, on a le droit de ne pas laisser de liberté aux ennemis de la liberté.
- Au nom de la tolérance, on a le droit de ne pas tolérer l'intolérant et les ennemis de la tolérance.
- Aucun citoyen ne peut être déchu de la nationalité de son pays, ni être exilé ou extradé, ni empêché de revenir dans son pays.
- Aucun humain n'est une personne idéale ou parfaite, et chaque humain est critiquable, mais Dieu n'est pas critiquable mais il faut tolérer de critiquer Dieu et il faut tolérer de caricaturer contre Dieu car Dieu n'a pas peur d'être critiqué puisqu'il n'a rien d'imparfait à cacher et puisqu'il est parfait dans sa perfection.
- Aucun individu ne peut être arrêté ou détenu, sauf en cas de flagrant délit ou en vertu d'une décision judiciaire. Il est immédiatement informé de ses droits et de l'accusation qui lui est adressée. Il a le droit de se faire représenter par un avocat.
- Aucune personne ne peut être habitée par le Saint-Esprit car la croyance que le Saint-Esprit puisse habiter une personne est croyance hérétique.
- Aucune personne ne peut être jugée ou punie par Dieu pour ses fautes avant le jour du dernier jugement.
- Aucune religion ne peut donner toutes réponses sur toutes les questions. Ainsi chaque religion a besoin de la philosophie, de la science et de la recherche personnelle du

croyant afin d'obtenir une réponse personnelle personnalisée et individuelle individualiste propre pour chacun.

- **Au-delà de la mort du corps organique, une vie continuelle et permanente est possible grâce à l'immortalité de l'âme et grâce à l'union qui subsiste entre l'âme et le corps astral qui est un corps différent du corps organique.**
- **Avant la création du monde, Dieu n'avait pas décidé dans son conseil éternel de ce qu'il voulait qu'il advînt du genre humain car Dieu a décidé d'offrir au genre humain le don précieux du libre arbitre pour choisir eux-mêmes librement par eux-mêmes de ce qu'ils veulent faire ou ne pas faire.**
- **Avant le jour du dernier jugement, il existe une séparation constante entre le divin et le profane. Ce n'est que lorsque viendra le jour du dernier jugement que le royaume de Dieu viendra.**
- **Avec la venue de Jésus, une « Nouvelle Alliance » a été formée avec Dieu, et nous musulmans concordistes, nous sommes les gardiens de cette Nouvelle Alliance. Nous sommes les uniques héritiers de la qehila nazôréenne ou la première communauté judéo-chrétienne Nazaréenne de Jérusalem et dirigée par Jacques le Juste, le « frère » de Jésus ou l'église de Jérusalem et qui a été fondée directement par Jésus-Christ. Or ces Nazôréens seraient les disciples de la première heure de l'Église de Jérusalem et qui furent graduellement marginalisés par les disciples de Paul de Tarse, en dépit du fait qu'ils étaient fidèles aux authentiques enseignements du Jésus historique.**
- **Avec la venue de Jésus, une « Nouvelle Alliance » a été formée avec Dieu.**
- **Avoir une relation sexuelle hors mariage et sans mariage pour un individu célibataire n'est pas du tout un problème en soi, car c'est une relation humaine légitime et qui ne s'oppose pas avec la morale. Mais le viol, le viol conjugal, la trahison conjugale, l'inceste, la prostitution, la pornographie, le mariage collectif de groupe, la polygamie, la pédophilie, le sexe avec mineur et la zoophilie sont toujours immoraux.**
- **Bien que l'univers en lui-même soit dans un vide illimité, il est sans vide et forme un « tout continu » caractérisé par la « conspiration et la syntonie des matières corporelles. Dans ces limites, le lieu est un incorporel, sans être un vide, se définissant comme un intervalle toujours occupé par un corps ou par un autre. Un lieu est un théâtre toujours rempli, où des corps se succèdent ou se compénètrent. Ce que nous appelons « espace » et qui se caractérise non en soi, mais à partir des corps qui l'occupent. En réalité ceux-ci le révèlent par leur seule présence, comme ce qui les tient**

et les diffère à la fois. L'espace se dit de manière relative par rapport aux corps qui le constituent, tant en ce qu'ils sont en eux-mêmes que par la distance qu'ils engendrent dans leur proximité.

- C'est aux religions, toutes les religions, de s'adapter aux règles communes et universelles d'une société sécularisée mais ce n'est pas à cette société de s'adapter à une ou à plusieurs religions. La sécularisation de la société et la laïcisation de l'état sont l'acquis progressiste et moderniste de l'humanisme de la renaissance et de rationalisme des siècles des lumières, et tout retour en arrière va nuire à l'universalisme de la liberté et de l'égalité.
- C'est interdit de tuer au nom de Dieu et c'est impératif de respecter la vie au nom de Dieu.
- C'est Jésus et personne d'autre qui doit revenir à la fin des temps comme Messie et dernier prophète.
- C'est par les crises que le capitalisme perdure et s'adapte. Il est une mise en mouvement de l'histoire à travers l'innovation technique et institutionnelle de manière dynamique.
- C'est uniquement l'âme de Jésus qui a été élevée aux cieux lors de l'Ascension et non pas son corps organique qui est resté sur terre où il est enterré quelque part dans un tombeau qu'on n'a pas encore découvert. Le tombeau de Talpiot peut être le tombeau de Jésus et de sa famille tout comme il peut ne pas l'être et c'est à la science de trancher cette question.
- Ce n'est pas à la charité entreprise par les individus et par les personnes privées d'assister les pauvres et les personnes en situation de précarité et de besoin urgent, mais c'est à l'assistance socio-économique et financière solidaire de l'état social et providence d'assister les pauvres et les personnes en situation de précarité et de besoin urgent.
- Ce n'est pas grâce aux principes humains que l'individu réussit à survivre et à dominer la nature ou se placer au dessus du règne animal, mais c'est seulement grâce à ses capacités pragmatiques de survie. Mais c'est uniquement grâce aux principes humains que l'individu réussit à construire la civilisation transcendante pour se distancer de monde bestiale et de la bestialité.
- Ce n'est pas important seulement le succès ou l'échec, c'est aussi important le fait de gagner l'honneur de la tentative et d'avoir essayé de faire une action proactive.

- Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur existence, c'est au contraire leur existence sociale qui détermine leur conscience.
- Ce n'est pas toutes les vérités, qui sont un produit de l'humanité car il y'a des vérités objectives qui existent en tant que vérités objectives en dehors de l'esprit humain, mais toutes les représentations mentales de toutes les vérités sont un produit de l'humanité car chaque représentation mentale d'une vérité, ne peut exister que par l'intermédiaire intérieur de l'esprit humain qui intériorise et intellectualise cette vérité.
- Ce n'est pas uniquement l'État totalitaire qui asservit l'individu, c'est aussi la transfiguration sacrale de cet état par l'individu, ce qui explique pourquoi chaque état totalitaire se focalise non pas uniquement sur les outils de répression mais aussi sur les outils de propagande et de prosélytisme étatiste pour fabriquer le consentement de l'individu à se soumettre par lui-même à sa servitude librement consentie
- Ce qui est nécessaire pour un esprit humain, n'est pas d'apporter de réponses rassurantes, mais c'est le fait d'apprendre à douter, parce que c'est par le doute que l'on apprend à penser.
- Ce qui trouble les hommes, ce ne sont pas les choses, mais les représentations qu'ils s'en font. En un sens, la projection dans le psychisme cognitif que constitue la représentation est une élaboration active de la pensée humaine. Or la représentation ne doit pas être une image mentale qui copierait au niveau sensoriel les caractéristiques de l'objet perçu mais au contraire, elle doit être une reconstruction mentale réfléchie. La représentation doit être le fruit d'un jugement rationnel élaboré intellectuellement et cognitivement du regard sensoriel que nous portons sur l'objet. En ce sens, la représentation mentale relève d'un processus retravaillé de manière que la représentation ne se limite pas à une perception sensorielle du réel, mais va jusqu'à être une reconstruction de celui-ci, fruit d'une série d'opérations de pensées altérantes. Ces opérations de pensée consistent à réaliser des actions mentales sur les caractéristiques des objets auxquels s'applique la perception sensorielle de manière que les informations issues la perception sensorielle sont sélectionnées, retenues ou non, coordonnées, comparées, transposées, pondérées différemment et hiérarchisées à travers les biais cognitifs qui sont en effet des modes singuliers d'analyse des caractéristiques du réel, des erreurs du traitement de l'information disponible, conduisant à des distorsions représentationnelles et à des perceptions plus perfectionnées du réel.
- Celui qui a un mépris envers les faibles ne peut pas connaître Dieu.

- Celui qui cesse d'entretenir le savoir acquis et sa culture générale, de les développer et de les approfondir et de les élargir, alors il cesse son voyage dans l'espace et le temps et il devient un individu vieux et incapable en situation de mort mentale en attente de sa mort physique. Celui qui décourage autrui à cultiver le savoir et la culture générale est déjà un zombie et un mort vivant qu'il faut éviter de fréquenter pour éviter les odeurs de la mort.
- Celui qui ment au nom de la religion commet un blasphème. C'est pourquoi l'islam concordiste interdit la dissimulation, la subversion et le mensonge pieux (takkiya) qui existent chez les hérétiques sunnites et chiïtes. L'islam concordiste interdit totalement la dissimulation, la subversion et le mensonge pieux.
- Celui qui ne comprend pas la souffrance des autres, est un aveugle.
- Celui qui ne peut pas demander miséricorde, compassion et clémence pour lui-même ne peut pas simultanément demander miséricorde, compassion et clémence pour les autres.
- Celui qui ne pleure pas, ne voit rien en fait.
- Celui qui pourchasse deux oiseaux, finit par perdre les deux ensembles.
- Celui qui respecte un rapporteur porté par l'esprit de dénonciation finit par perdre tout le monde.
- Certaines émotions destructrices résultent d'erreurs de jugement.
- Ceux qui échappent au reproche d'inconstance c'est-à-dire d'intempérance par leur inactivité finissent par rompre tout lien effectif avec la dynamique du monde ce qui aura pour conséquence un désœuvrement absolu, qui sera suivi d'actions irréfléchies, comparables à l'agitation stérile d'un enfant de manière que le renoncement est un signe de faiblesse et de lâcheté de fuite de monde vers un soi-même isolé et passif qui vit à la marge du monde.
- Chacun a droit à la liberté économique sous l'égide d'une régulation méthodique et intensive d'une économie libre, concurrentielle et rationalisée de marché qui fait éviter les actions de spéculation économique surtout la spéculation boursière et financière ainsi qu'en évitant le développement hypothétique et virtuel de l'économie du marché fictif, et qui fait contrôler le secteur bancaire ainsi que restreindre la gestion monétaire spéculative de l'économie du marché fictif, tout en engageant et en stimulant les investissements privés et public à valeur ajoutée de l'économie du marché réel et tout en

valorisant les produits et les services à leurs justes prix réels de manière rationaliste et pragmatique préalable par une régulation économique publique faite par l'état.

- **Chacun a droit à la propriété privé des richesses et des moyens de production tout comme l'état a le droit parallèlement à une propriété publique des richesses et des moyens de production.**
- **Chacun a droit à la protection dans le travail.**
- **Chacun a droit à la protection de la santé.**
- **Chacun a droit à la vie. La peine de mort interdite.**
- **Chacun a droit à un document d'identité biométrique individuelle. L'état a le devoir de promouvoir un document d'identité biométrique individuelle qui contient les informations personnelles suivantes pour chaque citoyen : Adresse de résidence, Couleur des yeux, Date de naissance, Empreinte biométrique des deux yeux, Empreintes biométriques des dix doigts de deux mains, Genre social, Identité biométrique génétique du code ADN, Lieu de naissance, Nom de famille, Prénom de la mère et son nom de famille, Prénom du père et son nom de famille, Prénom et nom de famille du conjoint si disponible, Prénom, Situation sociale entre célibataire ou marié et Toutes les citoyennetés acquises. Ce document ne doit jamais inclure la profession exercée ni la race ni l'ethnie ni la nationalité ethnique ni la morphologie ni la religion ni l'appartenance politique ni l'orientation philosophique ni la couleur de la peau.**
- **Chacun a droit à un système universel public de couverture et d'assurance sociale pour les prévenir les situations de retraite ou de maladie ou d'invalidité.**
- **Chacun a droit à une assurance sociale en cas de chômage involontaire.**
- **Chacun a droit à une profonde connaissance de la nature et de la société et d'un haut niveau culturel et technique, et d'un niveau d'enseignement éthique, scientifique, culturel et technique égal de celui des intellectuels.**
- **Chacun a droit à une protection de sa créativité par les droits d'auteur, les brevets d'invention et les droits de brevet.**
- **Chacun a droit au libre épanouissement de sa personnalité pourvu qu'il ne viole pas les droits d'autrui ni n'enfreigne l'ordre public démocratique, laïc et humaniste ou la loi.**
- **Chacun a droit d'élire selon les conditions déterminées par la loi, à condition d'être un citoyen majeur jouissant de ses droits civils et politiques.**

- Chacun a droit et devoir au développement sur les plans intellectuel, éthique et physique.
- Chacun a droit, en pleine égalité, à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal indépendant et impartial, qui décidera, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre lui.
- Chacun a la liberté de créer une association ou de participer à celles de son choix.
- Chacun a le devoir à la reconnaissance de la diversité humaine et culturelle et au respect des différences de manière qui participe à la construction du vivre ensemble dans une société ouverte, libre et solidaire et qui soit unie dans la diversité.
- Chacun a le devoir d'assistance des individus en danger ou dans le besoin.
- Chacun a le devoir d'observer la Constitution et d'exécuter les lois.
- Chacun a le devoir d'observer la discipline du travail et de remplir honnêtement ses tâches.
- Chacun a le devoir de contribuer à la réparation des dommages qu'il cause à l'environnement.
- Chacun a le devoir de contribuer, selon ses capacités financières, aux dépenses publiques par le paiement d'impôts, des taxes, des redevances et de cotisations sociales.
- Chacun a le devoir de garantir et de promouvoir l'égalité des droits sur la base de l'égalité avec les autres, à toute individu en situation de handicap, quel que soit son type et son degré de handicap et à toute individu en situation de dépendance afin d'assurer la reconnaissance du droit à l'autonomie, à la participation et à l'inclusion des individus en situation de handicap ou de dépendance au sein de la société.
- Chacun a le devoir de garantir et de promouvoir la reconnaissance de la société comme une communauté humaine harmonieuse affirmant un destin commun pour tous les citoyens sans restriction ni privilège où tous sont égaux en dignité et en droits.
- Chacun a le devoir de garantir et de promouvoir la reconnaissance de deux principes de liberté et de l'égalité des individus selon un droit à la différence et à l'originalité individuelle selon une organisation sociale régie par des règles sociales différentes adaptés à chacun, sous réserve qu'une égalité des conditions de vie soit recherchée.
- Chacun a le devoir de garantir et de promouvoir la reconnaissance du caractère pluriculturel et cosmopolite de la société de son pays, et métissée pour une part, ce qui

est un atout et une chance de richesse culturelle pour son pays dans la diversité et l'unité, et où à côté de la culture autochtone, les autres cultures des autres communautés, issues de leurs pays d'origine mais qui ont développé des caractères propres dans le pays d'accueil, sont également reconnues et valorisées.

- Chacun a le devoir de participer équitablement à la contribution publique de l'impôt.
- Chacun a le devoir de payer les impôts et les redevances fixés par la loi. Or les lois qui introduisent de nouveaux impôts ou qui provoquent une aggravation de la situation des contribuables n'ont pas d'effet rétroactif.
- Chacun a le devoir de payer les impôts selon une logique d'égalité.
- Chacun a le devoir de protéger la nature et l'environnement ainsi que de prendre soin des ressources naturelles.
- Chacun a le devoir de respecter et d'appliquer la Constitution et les lois.
- Chacun a le devoir de respecter les règles de la vie harmonieuse en société.
- Chacun a le devoir de se soucier et de préserver le patrimoine historique et culturel ainsi que de conserver les monuments de l'histoire et de la culture.
- Chacun a le devoir du respect de la loi, du rejet de la violence, des comportements inciviques et de toutes formes de discrimination, de la lutte contre toute forme de corruption et de la contribution, selon ses aptitudes et ses moyens, à la construction d'une société ouverte, libre et solidaire et qui soit unie dans la diversité.
- Chacun a le droit à au respect de sa dignité.
- Chacun a le droit à ce qu'aucun témoignage incriminant qu'il donne ne soit utilisé pour l'incriminer dans d'autres procédures, sauf lors de poursuites pour parjure ou pour témoignages contradictoires.
- Chacun a le droit à ce que sa cause soit jugée par une autorité judiciaire impartiale.
- Chacun a le droit à choisir librement son travail. Le travail forcé est interdit.
- Chacun a le droit à des droits et des libertés inaliénables et dévolus dès sa naissance.
- Chacun a le droit à des prestations de base accessibles.
- Chacun a le droit à inviolabilité de son domicile. Or des perquisitions ne peuvent être ordonnées que par le juge ainsi que s'il y a péril en la demeure.

- Chacun a le droit à l'assistance matérielle publique dans la vieillesse, en cas de maladie ou de perte de sa capacité de travail. Pour garantir la jouissance de ce droit, l'État a le devoir de développer les assurances sociales, l'assistance sociale et les services médicaux et sanitaires.
- Chacun a le droit à l'assurance sociale en cas de chômage involontaire ou de maladie ou d'invalidité ou de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance par suite de circonstances indépendantes de sa volonté.
- Chacun a le droit à l'assurance sociale pour garantir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité.
- Chacun a le droit à l'égalité d'accès à l'enseignement, à la formation, aux soins, à l'assurance sociale, à l'emploi, à la culture, au sport, au logement, à la mobilité, à l'énergie, à l'eau potable, aux télécommunications et à un environnement sain et de qualité.
- Chacun a le droit à l'égalité de chances dans l'accès ou dans l'admission aux fonctions publiques.
- Chacun a le droit à l'égalité formelle des chances et d'accès au marché du travail et à la réussite économique.
- Chacun a le droit à l'enseignement et à la formation professionnelle selon l'objectif d'une réussite scolaire pour chacun, en réalisant les adaptations nécessaires en fonction des spécificités individuelles de chaque individu.
- Chacun a le droit à l'enseignement par un système d'enseignement avancé.
- Chacun a le droit à l'enseignement public, gratuit, laïc et irrégulier de l'éthique, de l'esthétique, de la culture et de la science, à tous les degrés de l'enseignement basique, secondaire et universitaire, ce qui est un devoir de l'Etat.
- Chacun a le droit à l'enseignement.
- Chacun a le droit à l'enseignement. Ce droit est assuré par l'enseignement basique générale et obligatoire, par la gratuité de l'enseignement public, y compris l'enseignement public supérieur, par un système de bourses d'État dont bénéficient les élèves des écoles supérieures et des universités, par l'organisation de l'enseignement professionnel et technique.
- Chacun a le droit à l'information juste et correcte sans manipulation par des fausses informations.

- Chacun a le droit à l'intégrité de sa personne.
- Chacun a le droit à l'intégrité physique et morale de sa personne.
- Chacun a le droit à l'intégrité physique et psychique.
- Chacun a le droit à l'inviolabilité de sa dignité humaine.
- Chacun a le droit à l'inviolabilité de sa liberté de croyance et de sa liberté de conscience et de sa liberté de professer des croyances irrégieuses ou religieuses ou anti-religion ou philosophiques.
- Chacun a le droit à l'inviolabilité de sa personne.
- Chacun a le droit à l'inviolabilité de sa personne.
- Chacun a le droit à l'inviolabilité de sa vie privée, au secret individuel et familial, à la défense de son honneur et de sa réputation.
- Chacun a le droit à l'inviolabilité de son corps.
- Chacun a le droit à l'inviolabilité de son domicile et le secret de ses correspondances.
- Chacun a le droit à l'inviolabilité de son domicile.
- Chacun a le droit à l'inviolabilité de son domicile. Nul n'a le droit de s'introduire dans un domicile contre la volonté de ses occupants, sauf dans les cas fixés par la loi et sur la base d'une décision de justice.
- Chacun a le droit à l'inviolabilité de son domicile. Nul, sauf les représentants des organes compétents d'État et dans les conditions prévues par la loi, n'a le droit de pénétrer dans le domicile de qui que ce soit sans son consentement.
- Chacun a le droit à l'inviolabilité du secret de la correspondance et des autres formes de communication, sauf en cas d'enquête sur un délit, d'état d'urgence ou d'état de guerre.
- Chacun a le droit à l'inviolabilité du secret de la correspondance ainsi que du secret de la poste et des télécommunications. Or des restrictions ne peuvent y être apportées qu'en vertu d'une loi.
- Chacun a le droit à l'inviolabilité du secret de la correspondance.
- Chacun a le droit à l'octroi d'une juste compensation pour la perte de revenu.
- Chacun a le droit à la jouissance des droits civils et civiques.
- Chacun a le droit à la légitime défense qui est défini comme une exception au principe de non agression, de non violence et de non recours à la force. L'exercice de la légitime défense justifie le pouvoir d'utiliser la force de manière proportionnelle

proportionné aux circonstances de l'agression subie sans aucun excès afin de repousser une agression injuste, actuelle ou imminente, contre une ou plusieurs individus et la riposte doit être immédiate.

- Chacun a le droit à la liberté associative qui favorise un engagement individuel bénévole dans un cadre collectif pour le bien général de la vie sociale, culturelle, éducative et sportive de la société ainsi que pour la préservation de l'environnement.
- Chacun a le droit à la liberté d'aller et de venir.
- Chacun a le droit à la liberté d'association.
- Chacun a le droit à la liberté d'association.
- Chacun a le droit à la liberté d'expression pourvu qu'elle ne trouble pas l'ordre public démocratique, laïc et humaniste.
- Chacun a le droit à la liberté d'expression.
- Chacun a le droit à la liberté d'opinion et à la liberté d'information.
- Chacun a le droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions, et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.
- Chacun a le droit à la liberté d'opinion, à la liberté de conscience, à la liberté de pensée et à la liberté de croyance ainsi qu'au droit de changement de religion et à la liberté de doute.
- Chacun a le droit à la liberté d'opinion, à la liberté de croyance, à la liberté d'expression, à la liberté de création, à la liberté de la presse, à la liberté de réunion et à la liberté d'association.
- Chacun a le droit à la liberté d'organisation syndicale dans des syndicats, aux activités syndicales organisées et au droit de grève ordonné pour la défense de ses intérêts sauf les catégories privées qui sont les services étatiques suivants : L'armée ; La douane ; La police ; La protection civile ; Le contrôle aérien ; Le contrôle maritime ; Les diplomates ; Les juges ; Les parlementaires ; Les procureurs ; Les services d'espionnage ; Les services d'intervention rapide ; Les services de contre espionnage ; Les services de contrôle des frontières ; Les services de garde forestier ; Les services de renseignement général ; Les services de renseignement spéciaux ; Les services de sécurité ; Les services porteurs d'armes ; Les services secrets.

- Chacun a le droit à la liberté de conscience et à la liberté de confession, y compris le droit de ne pas croire en aucune religion ou de croire individuellement ou avec d'autres en n'importe quelle religion, de changer de religion ainsi que le droit de choisir, d'avoir et de propager librement des opinions anti-religion ou irréligieuses ou religieuses, et d'agir conformément à celles-ci.
- Chacun a le droit à la liberté de conscience et de croyance.
- Chacun a le droit à la liberté de conscience.
- Chacun a le droit à la liberté de cortèges et démonstrations de rue.
- Chacun a le droit à la liberté de l'art.
- Chacun a le droit à la liberté de la presse et à la liberté d'informer par la presse, la radio, la télévision, l'Internet et le cinéma. Or la censure est interdite.
- Chacun a le droit à la liberté de la presse et de communication.
- Chacun a le droit à la liberté de la presse, de la radio et de la télévision, ainsi que des autres formes de diffusion, de productions et d'informations ressortissant aux télécommunications.
- Chacun a le droit à la liberté de la presse.
- Chacun a le droit à la liberté de la recherche académique et scientifique.
- Chacun a le droit à la liberté de mouvement.
- Chacun a le droit à la liberté de parole.
- Chacun a le droit à la liberté de pensée et de parole.
- Chacun a le droit à la liberté de pensée, de conscience et d'appartenance irréligieuse ou d'appartenance religieuse. Or ce droit implique la liberté de changer d'appartenance irréligieuse ou d'appartenance religieuse ou de conviction philosophique ainsi que la liberté de manifester son appartenance irréligieuse ou son appartenance religieuse ou sa conviction philosophique individuellement ou collectivement en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.
- Chacun a le droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques. Or nul ne peut être obligé de faire partie d'une association.
- Chacun a le droit à la liberté de réunion pacifique.
- Chacun a le droit à la liberté de réunion.
- Chacun a le droit à la liberté de sa personne.

- Chacun a le droit à la liberté de se consacrer à la recherche scientifique, à la création littéraire et artistique et autres entreprises culturelles
- Chacun a le droit à la liberté des médias. La censure est interdite.
- Chacun a le droit à la liberté des réunions et des meetings.
- Chacun a le droit à la liberté économique.
- Chacun a le droit à la liberté et au secret de la correspondance. À l'exception des services de la sécurité publique ou des parquets qui sont habilités à soumettre, conformément aux modalités prévues par la loi, la correspondance au contrôle quand la sécurité de l'État ou l'enquête sur les affaires criminelles le nécessitent, il n'est permis à aucune organisation ni individu, sous quelque prétexte que ce soit, de violer la liberté et le secret de la correspondance.
- Chacun a le droit à la liberté individuelle qui consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui ni à la liberté d'autrui.
- Chacun a le droit à la liberté individuelle.
- Chacun a le droit à la liberté irrégieuse et à la liberté religieuse.
- Chacun a le droit à la liberté raisonnable du travail académique et scientifique et à la liberté de la création littéraire et artistique.
- Chacun a le droit à la libre circulation et au libre choix de son lieu de résidence.
- Chacun a le droit à la libre communication des pensées et des opinions.
- Chacun a le droit à la libre formation de ses opinions et à l'expression fidèle et sûre de sa volonté.
- Chacun a le droit à la propagande antireligieuse, au prosélytisme irrégieux et au prosélytisme religieux.
- Chacun a le droit à la propriété privé des moyens de production et à la liberté d'initiative économique dans une économie du marché libre et concurrentielle qui garanti, l'unité de l'espace économique du pays, la libre circulation des marchandises, des services et des moyens financiers, le développement de la concurrence parfaite ainsi que la liberté de l'activité économique.
- Chacun a le droit à la propriété privé et peu importe le type de propriété privé en rapport avec des moyens de production économique ou avec la propriété individuelle.
- Chacun a le droit à la propriété privée. Or l'expropriation n'est permise qu'en vue de l'intérêt général, tandis que l'indemnité doit être déterminée en faisant équitablement la part de l'intérêt général et de l'intérêt particulier.

- Chacun a le droit à la protection contre la détention et l'emprisonnement arbitraires.
- Chacun a le droit à la protection contre les fouilles, les perquisitions et les saisies abusives.
- Chacun a le droit à la protection contre tous traitements ou peines cruels et inusités.
- Chacun a le droit à la protection de sa dignité par l'État. Rien ne peut justifier qu'il y soit porté préjudice.
- Chacun a le droit à la protection de sa famille.
- Chacun a le droit à la protection de sa personne et de ses biens par la protection civile.
- Chacun a le droit à la protection de sa santé et à l'assistance médicale publique. L'assistance médicale publique est dispensée gratuitement aux citoyens à la charge du budget correspondant, des cotisations d'assurance sanitaire et des autres recettes d'assurance sociale publique universelle.
- Chacun a le droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.
- Chacun a le droit à la protection judiciaire de ses droits et de ses libertés.
- Chacun a le droit à la recherche du bonheur, à la réalisation de l'épanouissement personnel, à l'identification individuelle de soi-même et à l'harmonie sociale
- Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.
- Chacun a le droit à la santé. L'État garantit la prévention et les soins de santé à tout citoyen et assure les moyens nécessaires à la sécurité et à la qualité des services de santé. L'État garantit la gratuité des soins pour les personnes sans soutien ou ne disposant pas de ressources suffisantes. Il garantit le droit à une couverture sociale.
- Chacun a le droit à la sécurité et la protection de sa personne et de ses biens.
- Chacun a le droit à la sûreté et à la résistance à l'oppression.
- Chacun a le droit à la sûreté, qui garantit contre l'oppression, contre la détention et contre les privations arbitraires de liberté.
- Chacun a le droit à la vie, au respect de sa dignité humaine, à l'inviolabilité et à l'indisponibilité de son corps.
- Chacun a le droit à la vie.
- Chacun a le droit à la vie. La peine de mort est interdite.

- Chacun a le droit à sa liberté individuelle.
- Chacun a le droit à sa sécurité individuelle.
- Chacun a le droit à un accès gratuit à l'enseignement public académique ou professionnel.
- Chacun a le droit à un accès gratuit à l'enseignement public préscolaire, basique primaire, basique complémentaire, secondaire et universitaire.
- Chacun a le droit à un égalitarisme unisexe sans considération des genres sociaux.
- Chacun a le droit à un enseignement de base suffisant et gratuit.
- Chacun a le droit à un enseignement public gratuit allant du préscolaire à l'universitaire.
- Chacun a le droit à un enseignement rationnel matérialiste et scientiste.
- Chacun a le droit à un environnement sain, à une information fiable sur la situation de l'environnement, et à la réparation du dommage causé à sa santé ou à son patrimoine par une infraction aux normes écologiques.
- Chacun a le droit à un niveau de qualité acceptable des services publics essentiels.
- Chacun a le droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement et les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires.
- Chacun a le droit à un prêt bancaire raisonné, raisonnable et aux taux d'intérêt raisonnables pour subvenir à ses capacités financières d'action économique individuelle à condition de fournir des garanties solides et concrètes de remboursement du prêt et du taux d'intérêt.
- Chacun a le droit à un recours effectif devant les juridictions compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi.
- Chacun a le droit à un transfert de la propriété privée si ce transfert est basé sur les modalités de l'héritage, de la vente fictive et du don et que ce transfert concerne la propriété individuelle des revenus et des épargnes provenant du travail, d'une maison d'habitation, de l'économie domestique auxiliaire, des objets servant à la satisfaction de besoins matériels individuelles et familiaux ainsi que des besoins immatériels individuelles et familiaux, des objets de ménage et d'usage quotidien, des objets d'usage et de commodité individuelles.

- Chacun a le droit à une assistance d'aide juridique gratuite et qualifiée dans les cas prévus par la loi.
- Chacun a le droit à une assurance sanitaire publique universelle intégrale.
- Chacun a le droit à une assurance sanitaire.
- Chacun a le droit à une assurance sociale publique universelle intégrale.
- Chacun a le droit à une assurance sociale.
- Chacun a le droit à une liberté individuelle responsable et rationnelle qui finit où commence la liberté d'autrui.
- Chacun a le droit à une pleine indemnité en cas d'expropriation ou de restriction de la propriété qui équivaut à une expropriation.
- Chacun a le droit à une vie familiale reconnue et protégée.
- Chacun a le droit au libre choix de la profession, au libre accès à une activité économique lucrative privée et à son libre exercice.
- Chacun a le droit au libre exercice des activités à travers des partis politiques et des organisations non gouvernementales.
- Chacun a le droit au mariage monogame et à la famille.
- Chacun a le droit au repos du travail par la durée raisonnable et juste de la journée de travail, les jours fériés, les congés payés, les repos de récréations et les congés de convalescence payés.
- Chacun a le droit au respect de sa vie individuelle, à la préservation de son intimité et de son image et à l'inviolabilité de son domicile, de ses correspondances et de ses communications.
- Chacun a le droit au respect de sa vie privée.
- Chacun a le droit au respect des biens dont il a la propriété.
- Chacun a le droit au respect et à la protection de l'intangibilité de sa dignité humaine.
- Chacun a le droit au secret de la correspondance, des conversations téléphoniques, des communications postales, télégraphiques, électroniques et autres moyens de communications. Ce droit ne peut être limité que sur la base d'une décision de justice.
- Chacun a le droit au secret de rédaction.
- Chacun a le droit au travail avec un salaire équivalent à sa compétence et à la valeur du travail.

- Chacun a le droit au travail dans des conditions répondant aux exigences de sécurité et d'hygiène, et à une rémunération pour son travail, et qui ne soit pas inférieure au montant du salaire minimum fixé par la loi, sans aucune sorte de discrimination.
- Chacun a le droit au travail volontaire, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage involontaire.
- Chacun a le droit aux bienfaits du développement de l'égalité unisexe hommes femmes et de la lutte contre toutes les formes de discrimination fondée sur la division sociale du genre ou d'orientation sexuelle.
- Chacun a le droit aux bienfaits du développement économique, de bonne gestion publique et de réduction l'inégalité des chances.
- Chacun a le droit aux moyens matériels d'existence nécessaires en cas de vieillesse, de maladie ou de perte de capacité de travail.
- Chacun a le droit d'accéder aux données relatives à son ascendance ou à sa descendance.
- Chacun a le droit d'accéder aux informations relatives à l'environnement et qui soient détenues par l'état et de participer à l'élaboration des décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement.
- Chacun a le droit d'accès à des établissements modernes à vocation culturelle pour satisfaire ses besoins de progresser sans cesse intellectuellement et physiquement et de jouir pleinement de la vie culturelle et sportive.
- Chacun a le droit d'adhérer à une communauté anti-religion ou irréligieuse ou religieuse.
- Chacun a le droit d'adhérer librement aux partis politiques et aux groupements politiques.
- Chacun a le droit d'adresser des requêtes, de porter plainte, de faire des observations et des propositions aux organes compétents sur des questions individuelles.
- Chacun a le droit d'adresser par écrit, individuellement ou conjointement avec d'autres, des requêtes ou des recours aux autorités compétentes.
- Chacun a le droit d'avoir des biens propres, de les gérer, d'en jouir et d'en disposer, aussi bien à titre individuel que conjointement avec d'autres individus.
- Chacun a le droit d'avoir des terres en propriété privée.

- Chacun a le droit d'être assuré matériellement dans sa vieillesse, ainsi qu'en cas de maladie et de perte de la capacité de travail. Ce droit est garanti par un vaste développement de l'assurance sociale publique et universelle obligatoire.
- Chacun a le droit d'être protégée contre l'emploi abusif des données individuelles qui le concernent.
- Chacun a le droit d'être traitée par l'État et les fonctionnaires de l'État sans arbitraire et conformément aux règles de la bonne foi.
- Chacun a le droit d'exprimer et de diffuser librement son opinion par la parole, par l'écrit et par l'image, et de s'informer sans entraves aux sources qui sont accessibles à tous.
- Chacun a le droit d'organisation dans des partis politiques qui adhèrent à l'expression de la démocratie de marché. Chaque parti politique a le droit de se former et d'exercer ses activités librement mais doit respecter les principes de la démocratie laïque. Chaque parti politique a le devoir de garantir les expressions pluralistes des opinions et la participation équitable des individus à la vie démocratique du parti. Aucun parti politique n'est autorisé en dehors des partis politiques se référant des idéologies humanistes et émancipatrices suivantes : « le libertarisme, le libéralisme, le sociallibéralisme, l'écologisme, le social-démocratie, le socialisme, le communisme et le pragmatisme technocratique réformiste du Realpolitik ». Aucun parti politique théocratique ou religieux ou confessionnel ou sectaire ou régional ou racial ou ethnique ou nationaliste ou raciste ou xénophobe ou antisémite ou paramilitaire ou eugéniste ou fasciste ne doit être autorisé. Uniquement les partis politiques laïques doivent être autorisés. Aucun parti politique qui prône l'éloge ou le louange ou l'apologie du racisme ou du génocide ou de terrorisme ou de la violence ou de la haine ou de la torture ou des crimes ou du meurtre ou de l'homophobie ou de la xénophobie ou de la discrimination contre un genre ou de la discrimination contre la communauté LGBTQIA+ ou de fascisme ou de totalitarisme ou de la dictature ne doit être autorisé. Un parti politique ne peut s'appuyer dans sa dénomination, ses principes, ses objectifs, ses activités et ses programmes, sur une religion ou une langue ou une race ou une ethnie ou une caste ou une classe sociale ou une orientation sexuelle ou un sexe ou une région.
- Chacun a le droit d'organiser des réunions, d'y prendre part ou non.

- Chacun a le droit d'utiliser librement ses capacités et ses biens dans le cadre d'une activité économique au sein d'une entreprise ou d'une autre entité, dans la mesure où celle-ci n'est pas interdite par la loi.
- Chacun a le droit de bénéficier de l'assurance sociale.
- Chacun a le droit de chercher du travail à condition d'avoir atteint l'âge de vingt ans.
- Chacun a le droit de chercher, d'obtenir, de transmettre, d'émettre et de diffuser librement des informations par tout moyen légal.
- Chacun a le droit de choisir et d'exercer une profession selon ses capacités et ses aptitudes individuelles et conformément à ses besoins.
- Chacun a le droit de choisir librement sa profession, son emploi et son établissement de formation.
- Chacun a le droit de choisir librement ses opinions irrégieuses ou régulières ou anti-religion ainsi que de se forger librement ses convictions philosophiques et de les professer individuellement ou en communauté. Or le droit de croire ou de douter en n'importe quelle religion ou de ne croire en aucune religion doit être garanti à chacun.
- Chacun a le droit de choisir librement son appartenance irrégieuse ou son appartenance régulière ainsi que de se forger ses convictions anti-religion ou irrégieuses ou régulières ou philosophiques et de les professer individuellement ou en communauté.
- Chacun a le droit de circuler librement et de choisir sans contrainte le lieu de sa résidence.
- Chacun a le droit de créer des associations, d'y adhérer, d'y appartenir et de participer aux activités associatives.
- Chacun a le droit de défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale sauf les catégories professionnelles privées du droit syndical.
- Chacun a le droit de défendre ses droits et ses libertés par tous les moyens non prohibés par la loi.
- Chacun a le droit de définir et d'indiquer librement son appartenance. Nul ne peut être contraint de définir et d'indiquer son appartenance.
- Chacun a le droit de demeurer dans son pays, d'y entrer ou d'en sortir à condition d'être un citoyen du pays ou d'avoir le statut de résident légal. De ce droit découle le